



## **SOMMAIRE**

1. Éditorial - Renforcer notre identité commune et nos actions
2. Contre les agressions au Liban
3. 6e rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes, 2 au 9 juillet 2006, Lima (Pérou)
  - Le mouvement des femmes au Pérou
  - Les femmes de la Marche dans la rue
  - Modifications statuts et règlements et décision sur les groupes participants actifs
  - Discussion sur les champs d'action
  - L'incomparable apport de la Marche aux femmes du Québec
4. Renouveau au comité international
5. Le secrétariat international en transition
6. Prochains rendez-vous : Bruxelles, FSM, Nyeleni
7. Vie de la Marche
8. Mettez en ligne les nouvelles sur votre pays

### **Éditorial - Renforcer notre identité commune et nos actions**

Chères amies,

La Marche Mondiale des Femmes est un mouvement récent. Notre première rencontre internationale date de 1998, lorsque nous nous sommes réunies à Montréal, au Québec. À l'époque, nous ne nous connaissions pas, ou peu, et beaucoup d'entre nous n'avaient l'habitude de participer à des rencontres internationales. En 2006, nous avons réalisé notre sixième rencontre à Lima, au Pérou. Pendant toutes ces années de travail, nous avons réalisé des mobilisations internationales, en 2000 et 2005 ; nous avons agi au niveau local et au sein des mouvements sociaux luttant pour une autre mondialisation. Bref, nous avons construit ensemble un mouvement irréversible. Ce mouvement a une identité propre.

Dès notre première rencontre comme Marche mondiale des femmes, nous nous sommes préoccupées de la vie quotidienne des femmes et nous sommes attaquées aux causes de la pauvreté et des violences que nous vivons. À Lima cette année, nous avons revisité les thèmes de la pauvreté et de la violence

envers les femmes en fonction du contexte actuel et nous avons défini notre vision pour les quatre années à venir.

Nous avons ainsi souligné la marchandisation croissante de la vie, de la nature et des relations entre les personnes et dénoncé l'augmentation des conflits armés et des guerres. Ces constats nous ont mené à identifier quatre champs d'action qui approfondissent nos engagements initiaux de lutte contre la pauvreté et contre la violence et nous avons débattu des alternatives. Les quatre champs d'action sont : la violence envers les femmes comme outil de contrôle du corps, de la sexualité et de la vie des femmes ; femmes et travail ; la paix et la démilitarisation ; l'accès aux ressources, à la biodiversité et à la souveraineté alimentaire.

Nos échanges et notre réflexion commune nous ont permis d'avancer dans le renforcement de notre identité politique commune. Nous avons ainsi affirmé qu'il n'est plus suffisant de juxtaposer une série de demandes émanant de femmes ayant vécu des expériences variées mais qu'il faut agir en dialogue, confronter nos positions, afin d'aboutir à une synthèse dans laquelle toutes les femmes puissent se retrouver et se rencontrer. Depuis toujours, nous faisons des analyses, avons des discussions, organisons des manifestations, élaborons des propositions basées sur l'expérience vécue, la réflexion et l'action. Il faut poursuivre le travail entamé dans le but de définir les prochaines actions internationales à mener comme Marche Mondiale des Femmes.

À Lima, nous avons entamé le processus de transfert du Secrétariat International vers le sud. Le Brésil a été élu pour assumer cette responsabilité et j'ai, personnellement, été désignée pour occuper les fonctions de coordonnatrice de la Marche, succédant à Diane Matte à ce poste. Nous travaillons à l'organisation du nouveau secrétariat au Brésil, en lien avec les membres de l'ancien secrétariat. Nous poursuivrons les pratiques qui ont fait leur preuve, comme de faire appel à des traductrices professionnelles féministes ; l'alimentation de notre site Web ; les communications par courrier électronique ; le renforcement des Coordinations Nationales et des dynamiques régionales ; les mécanismes horizontaux de coordination.

La planification stratégique nous servira de guide pour organiser notre action et nous permettra de chercher du financement à moyen terme.

Par rapport à notre fonctionnement international, nos défis les plus urgents sont de renforcer le Comité International comme direction politique de la MMF et de mettre en place une coordination du travail au niveau régional. Il nous faut aussi être créatives afin de mobiliser les Coordinations Nationales pour des tâches au niveau international, soit sur des thèmes (via les groupes de travail et les collectifs), soit au travers de processus régionaux, à mettre en place.

Dans chacun de quatre champs d'action, nous envisageons des alliances. Plusieurs de nos alliées était présentes à Lima et elles ont partagé avec nous leurs analyses et leur agenda. Nous sommes déjà impliquées dans trois processus du mouvement altermondialiste : le Forum Social Mondial, l'Assemblée des

mouvements sociaux et la convocation d'un Forum pour la souveraineté alimentaire avec Via Campesina, les Amis de la Terre et d'autres.

Ce processus nous a beaucoup apporté et notre appartenance à la mouvance altermondialiste fait aussi partie de notre identité politique. Nous travaillons pour que notre approche féministe soit présente dans les analyses et pratiques de ces espaces. Mais l'équilibre entre les énergies que nous mettons à construire notre mouvement et à mener nos actions et le travail fait en alliance reste difficile à trouver.

À Lima, nous n'avons pas beaucoup parlé du gros défi du financement de notre fonctionnement et de nos actions internationales. Cependant il faut relever que la majeure partie des ressources financières pour la réalisation de cette rencontre a été assurée par la contribution militante des participantes et de ses coordinations nationales. Pendant les pauses, diverses Coordinations nationales vendaient leurs matériel promotionnel, démontrant leur grande créativité et de que l'auto-financement est une voie que nous devons suivre.

Devant toutes ces responsabilités et défis, je reprend des mots de notre Charte mondiale des femmes pour l'humanité. *Nous voulons changer l'ordre établi pour changer la vie des femmes. Cet autre monde, nous avons la force de le créer.*

*Miriam Nobre, Coordinatrice de la Marche mondiale des femmes  
São Paulo, Brésil, août 2006.*

## **Contre les agressions au Liban**

L'été a été douloureusement marqué par les attaques menées contre le Liban et contre son peuple. La Marche mondiale des femmes a émis l'appel à l'action suivant.

« Nous, membres du Comité International de la Marche Mondiale des Femmes, nous manifestons notre indignation devant la montée de la violence au Moyen-Orient. L'opération militaire massive d'Israël, qui consiste à occuper le territoire libanais, a comme cible sa population civile et la destruction de son infrastructure.

Nous affirmons qu'aucune violence militaire ne peut résoudre les conflits dans la région ni ouvrir la voie de la paix et justice pour tous. Nous déplorons qu'il ait déjà eu des centaines de morts de femmes, hommes et enfants, ainsi que des milliers de personnes qui sont sans logement et sans services de base.

Nous nous solidarisons avec les femmes palestiniennes, arabes et juives qui agissent pour exiger la paix, le dialogue, la résolution pacifique des conflits et le respect à l'existence des peuples, dont le peuple palestinien, si longtemps opprimé par l'État d'Israël. Et nous savons que la paix ne sera possible qu'avec le respect des droits.

Nous réaffirmons les contenus de notre déclaration, approuvée par notre 6<sup>ème</sup> Rencontre internationale qui a réuni à Lima, Pérou, 100 femmes de 31 Coordinations Nationales du 2 au 9 juillet 2006.

Les guerres déciment les populations civiles, entraînent des déplacements, privent les paysannes et les paysans de l'accès à la terre, à l'eau, et donc les empêchent de produire l'alimentation nécessaire à la survie. Nous voyons partout dans le monde des pays dont les gouvernements sont privés de toute souveraineté par les occupations de territoire et la présence de forces étrangères. À cet égard, nous dénonçons particulièrement les interventions militaires des États-Unis en Irak et en Afghanistan, l'agression et l'occupation de la Palestine par Israël et celle des autres pays arabes. Nous exigeons le retrait de toutes les forces d'occupation, le démantèlement de toutes les bases militaires et la destruction des armes et la fin des blocus économiques et militaires.

Nous exigeons du gouvernement d'Israël l'immédiate suspension des bombardements et l'enlèvement de ses armées du Liban et de la Palestine. Nous exigeons de la communauté internationale, en particulier des Nations unies, la protection de la population civile et de son droit de vivre en liberté, et la promotion d'une solution négociée des conflits. »

*Marche Mondiale des Femmes, Comité international, juillet 2006.*

*Lire la déclaration en arabe sur notre site Web dans la section Nouvelles des pays.*

**6e rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes  
2 au 9 juillet 2006, Lima (Pérou)**



La 6e rencontre internationale de la Marche a réuni 51 déléguées venant de 29 pays et du Réseau des femmes autochtones des Amériques. Il y avait près de 50 observatrices dont une quarantaine du Pérou et de nombreuses bénévoles.

La rencontre avait comme objectif d'adopter la Planification stratégique de la Marche pour les quatre ans à venir tout en redéfinissant sa mission et ses objectifs. Quatre champs d'action ont été proposés à la réflexion, comme l'indique Miriam Nobre dans son texte d'introduction. Par ailleurs, le transfert du Secrétariat international dans un pays du Sud, décidé lors de la rencontre en 2003, a été entériné vers le Brésil. Miriam Nobre remplace Diane Matte comme coordinatrice de la Marche.

La rencontre s'est déroulée à l'hôtel Bolivar, au centre de Lima. Cet hôtel a été choisi parce que, suite à la défaillance du propriétaire et au conflit de travail qui s'en est suivi, les employées et employés de cet hôtel ont lutté pour reprendre la gestion de l'hôtel. Le cas n'est toutefois pas encore légalement réglé. Notre présence dans cet hôtel se voulait un geste de soutien au personnel de l'hôtel.

#### ● LE MOUVEMENT DES FEMMES AU PÉROU

Pour ouvrir la rencontre, Rosa Guillén de la Marche au Pérou, a décrit le mouvement des femmes au Pérou. Les Péruviennes ont participé aux luttes contre l'esclavage et contre les dictatures. Elles ont toujours milité pour les droits sociaux, syndicaux, l'accès universel à l'éducation, pour la démocratie, pour les droits des paysannes à posséder la terre en leur nom. Dans les années 70 et 80, elles se sont mobilisées contre les concours de beauté, pour faire sortir les femmes de leur cuisine. Elles participent concrètement à la lutte contre la pauvreté au sein d'organismes comme Vaso de leche (Verre de lait), les cuisines collectives.

Durant la lutte armée entre les rebelles (Sentier lumineux) et l'armée, dans les campagnes, le rôle des femmes au sein du ménage et de leur communauté est prépondérant. En 1995, alors que se déroule la conférence de Beijing, des mouvements de femmes se constituent contre le néo-libéralisme, pour les droits sexuels et reproductifs.



Rosa Guillén



Les Péruviennes manifestent contre le TLC

Aujourd'hui, la lutte porte sur le rejet du néo-libéralisme et ses projets de zones de libre-échange économique (ALCA, Traités de libre échange, etc.). La Marche mondiale est liée aux mouvements sociaux péruviens pour abolir la pauvreté, pour annuler la dette, pour défendre l'égalité entre les sexes. Elle dénonce le retour du conservatisme religieux qui veut établir un contrôle sur le corps et la vie des femmes. Présente dans les Forums sociaux mondiaux, elle agit pour construire la paix, la liberté, la justice. Elle milite pour une citoyenneté basée sur la reconnaissance des droits collectifs économiques universels, le développement des communautés, des relations harmonieuses avec la nature, le respect de la biodiversité.

*Écouter la présentation complète sur notre site Internet (section Multimédia/Pérou 2006).*

### ● LES FEMMES DE LA MARCHE DANS LA RUE

La rencontre s'est déroulée dans le contexte politique particulier que vit le Pérou. En juin, les élections présidentielles ont porté au pouvoir un nouveau président. En juillet, le Congrès (Parlement) tenait ses dernières sessions. Plusieurs groupes sociaux ont organisé des manifestations pour faire entendre leur voix dans des dossiers qui les concernent et réclamer que le Parlement renonce à reconnaître la signature de leur président qui venait de signer l'accord de libre échange avec les États Unis. Comme la rencontre se déroulait dans un hôtel situé au centre ville, les manifestations passaient devant nos locaux. Nous avons pu manifester notre solidarité avec plusieurs d'entre elles.

Ainsi, le 6 juillet, quelque 10.000 femmes du mouvement Vaso de Leche (le Verre de lait) ont marché vers le Congrès pour réclamer le maintien de la loi qui régit leur mouvement.



*Vaso de leche* est une initiative née en 1984 dans la ville de Lima, qui s'est ensuite étendue au reste du pays. Selon ce programme, les enfants pauvres âgés de moins de 6 ans, les femmes enceintes et les femmes qui allaitent reçoivent un soutien alimentaire. Encore faut-il, chaque année, qu'elles descendent dans la rue pour obtenir des budgets. L'organisation compte 600.000 membres et 156.000 bénéficiaires.

Leur présence dans la rue était d'autant plus importante que des accusations de malversation financière à propos de ce programme ont couru dans les médias nationaux. Or le maintien de cette aide alimentaire est absolument vital pour des milliers de femmes péruviennes et pour leurs enfants.

Par ailleurs nous avons organisé le 3 juillet une manifestation devant les locaux de l'ambassade des États-Unis pour dénoncer le Traité de libre échange que les États-Unis veulent signer avec le Pérou. Notre manifestation précédait une manifestation d'ampleur nationale qui a eu lieu le jour suivant.



- **PLANIFICATION STRATÉGIQUE**

Décidé lors de la 5<sup>e</sup> réunion internationale de la Marche à Kigali, le processus de planification stratégique a débuté en octobre 2005 lors d'une réunion du Comité international à Dakar (Sénégal). Deux consultations ont été menées auprès des coordinations nationales de la Marche. Le CI a aussi tenu plusieurs réunions physiques et virtuelles et a travaillé avec l'aide d'un comité d'encadrement composé notamment de Lyne Bouchard, consultante et de Sandra Trottier, des Centres de femmes du Québec.

À Lima il a été proposé d'approfondir la mission de la Marche et de travailler autour des quatre champs d'action déjà cités : la violence comme outil de contrôle du corps, de la sexualité et de la vie des femmes; la paix et la démilitarisation ; le bien commun et l'accès aux ressources, à la biodiversité et à la souveraineté alimentaire ; femmes et travail. Ces quatre champs d'action sont inter-dépendants.

La discussion a aussi porté sur la définition d'une action de mobilisation internationale pour 2010, sur les actions à mener entre ces mobilisations, la mission de la Marche et le *membership*.

- **APPROFONDISSEMENT DE LA MISSION DE LA MARCHÉ**

Après discussion, les buts de la Marche ont été révisés comme suit :

**But :** La Marche mondiale des femmes est un mouvement mondial d'actions féministes rassemblant des groupes et organisations de la base oeuvrant pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Nous luttons contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations vécues par les femmes. Ses valeurs et ses actions visent un changement social, politique et économique. Elles s'articulent autour de la mondialisation des solidarités, de l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples, le respect et la reconnaissance de la diversité entre les femmes, la multiplicité de nos stratégies, la valorisation du leadership des femmes et la force des alliances entre les femmes et avec les autres mouvements sociaux progressistes.

**Objectif 1 :** Renforcer et maintenir un vaste mouvement de solidarité entre toutes les femmes et les organisations de la base de façon à ce que la Marche constitue un geste d'affirmation des femmes du monde.

**Objectif 2 :** Promouvoir l'égalité et la justice entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre tous les peuples.

**Objectif 3 :** Continuer à construire et à renforcer un vaste processus d'éducation populaire où toutes les femmes peuvent analyser par elles-mêmes et pour elles-mêmes les causes de leur oppression, de leur discrimination, ainsi que des alternatives possibles.

**Objectif 4 :** Mettre de l'avant les revendications et les alternatives communes aux mouvements des femmes du monde, sur les plans local, national, régional et international, autour des thèmes de la pauvreté et de la violence envers les femmes.

**Objectif 5 A :** Exercer des pressions politiques sur les gouvernements et les institutions politiques multilatérales (par exemple, l'ONU) pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde, incluant une politique de désarmement et de résolution pacifique des conflits, la fin de toutes les impunités et de la corruption, de l'utilisation du viol comme arme de guerre, des occupations et de la présence militaires étrangères, ainsi que l'imposition de blocus politiques et économiques.

**Objectif 5 B :** Remettre en cause et dénoncer les institutions internationales financières, économiques et militaires (FMI, OTAN, OMC, BM, corporations transnationales, agences de coopération qui imposent des conditions aux luttes des femmes) qui appauvrissent, marginalisent les femmes et accroissent la violence à leur égard, et travailler à des propositions institutionnelles alternatives.

**Objectif 6 :** Amener la population en général, les autres secteurs de la société et les mouvements sociaux à soutenir et à effectuer les changements qui s'imposent pour améliorer le statut, les conditions et la qualité de vie des femmes du monde entier.

**Objectif 7 :** Développer et mettre en œuvre des actions et des propositions féministes dénonçant les institutions économiques et financières qui favorisent l'exploitation et la dégradation de nos ressources, les changements climatiques et les pertes de biodiversité. Mener la lutte pour une autogestion de nos ressources environnementales vers un modèle de développement qui soutienne les besoins fondamentaux des générations présentes et à venir.

**Valeur 1 :** Le leadership de l'organisation est entre les mains des femmes.

**Valeur 2 :** Toutes les régions du monde assument l'organisation de l'action.

**Valeur 3 :** Les groupes participants actifs doivent adhérer aux buts et valeurs, aux objectifs et au plan d'action global de la Marche, mais sont autonomes en ce qui a trait à l'organisation des actions dans leurs pays.

**Valeur 4 :** Nous reconnaissons, respectons et valorisons la diversité (des réalités des femmes, des pays, des approches politiques ou des stratégies d'actions) des mouvements des femmes.

**Valeur 5 :** La Marche mondiale organise des actions de masse et de mobilisation, des activités d'éducation populaire, des actions de résistance, des mobilisations aux niveaux national, régional ou mondial. Nous sommes en faveur de la non-violence tout en reconnaissant le droit à la légitime défense.

• **GROUPES PARTICIPANTS ACTIFS**

Désormais, les groupes répondant aux critères suivants seront considérés comme des groupes participants actifs :

- être soit un groupe autonome de femmes, un comité de femmes à l'intérieur d'un groupe mixte ou un organisme mixte qui n'a pas de comité de condition féminine mais à l'intérieur duquel un groupe de femmes assument le leadership de la Marche
- adhérer aux objectifs, aux valeurs et à la plate-forme mondiale de la Marche mondiale des femmes
- être prêt à participer aux actions des coordinations nationales, à intégrer les actions de la Marche dans son programme d'activités ou à faire la promotion de la Marche mondiale des femmes

Les groupes participants « actifs » ont obligatoirement des liens avec la coordination nationale de leur pays ou territoire, là où il y en a une. La liste complète des groupes est publiée sur notre site Web. La Marche mondiale compte 67 coordinations nationales.

Les sympathisantes sont les organisations ou individus qui souhaitent recevoir des informations comme le Bulletin de liaison international, les appels à la mobilisation, etc.

• **DISCUSSIONS SUR LES QUATRE CHAMPS D'ACTION**



## **1. CHAMP D'ACTION : LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES COMME INSTRUMENT DE CONTRÔLE**

**Le thème a été introduit** par Awa Ouédraogo, de la Marche au Burkina Faso et par Jean Enriquez, directrice de la Coalition contre le trafic des femmes (CATW).

Awa a rappelé les multiples formes de violences envers les femmes qui découlent de « la non reconnaissance de leurs droits. Il y a un discours politique qui consiste en un contrôle du corps des femmes. » Elle a cité les contraintes imposées par l'industrie de la mode et des cosmétiques. « Dans les pays pauvres, surtout en Afrique, la norme est le procréation, même au risque de la santé des femmes. » Elle a dénoncé les fanatismes religieux qui exigent totale obéissance de la femme à son époux ou à un chef de famille. « Dans les zones rurales, beaucoup de femmes n'ont pas de papiers d'identité et vivent sous le seuil de pauvreté. »

Pour sa part, Jean a parlé du trafic sexuel et de la prostitution comme « système de violence envers les femmes, car « l'acte d'acheter et le commerce des corps, réalisé en vue d'engranger des profits est une violation flagrante de l'intégrité des femmes, de leur dignité et de leur autonomie. » Les acheteurs prennent « avantage de situations ou de vulnérabilités créées par les contextes sociaux qui engendrent les inégalités économiques et sexuelles. »

Évoquant son expérience de travail avec des survivantes de la prostitution, Jean explique que « l'entrée des femmes dans la prostitution est liée à une expérience qu'elles ont eue d'inceste et/ou de viol; au cynisme de leur famille et de leur communauté quand elles font état de cette situation; aux pressions culturelles qui leur imposent d'être disponibles sexuellement pour les hommes et de considérer le fait d'abandonner leur corps à un homme comme un plus. » Le patriarcat impose une image des femmes où elles sont « des objets à l'usage des hommes ». Patriarcat et capitalisme se rejoignent, l'un nourrissant l'autre. Toutes les femmes vivent des inégalités économiques, politiques, sociales, des discriminations, l'appauvrissement atteignant une plus grande amplitude dans le Sud.

Jean a ensuite décrit les conséquences des violences, des abus sexuels et de la prostitution sur la santé des femmes. « La prostitution, a-t-elle dit, est notoirement un lieu de violence où les femmes sont agressées, violées, battues; elles subissent des actes sadiques, du harcèlement sexuel, des insultes verbales et sont utilisées sexuellement par de nombreux hommes. » Ce climat de peur conduit nombre d'entre elles à la drogue ou à l'alcool pour oublier le traumatisme de leur vie quotidienne. » Il faut donc refuser de considérer la prostitution comme un travail et « mettre en cause la demande de prostitution, les définitions de la masculinité et la mondialisation – l'idéologie qui fait la promotion et aggrave l'achat et la vente de femmes. »

La mondialisation néo-libérale est un autre facteur aggravant : les accords de l'OMC sur la libéralisation des services ouvrent la voie au tourisme sexuel. La mondialisation néo-libérale accroît aussi l'appauvrissement des femmes. A contrario, le trafic des êtres humains, l'industrie du sexe, de la pornographie, du cybersexe génèrent des revenus de plus en plus énormes. La militarisation

entraîne également une hausse de la prostitution (prostitution accrue autour des bases militaires notamment).

Jean a terminé son intervention par un appel à lutter contre la légalisation de la prostitution, contre la formulation de prostitution forcée, contre l'idéologie « qui consiste à refuser de classer la prostitution dans le contexte du patriarcat et des inégalités structurelles, économiques et politiques » et pour faire pression sur les États pour qu'ils s'attaquent aux causes de la prostitution et du trafic sexuel.



*Jean Eriquez, CATW*



*Awa Ouédraogo, Burkina Faso*

Avant d'entamer le débat, Diane Matte a expliqué que le but de ces objectifs était « d'aller plus loin que le droit humain de vivre sans violence et de définir les violences envers les femmes comme « l'outil ultime qu'utilise le patriarcat pour contrôler les femmes » et qui passe par une soumission aux institutions du mariage, de l'hétérosexualité, de la maternité et de la prostitution. « On doit avoir un discours plus radical pour voir ce que sont les sources de cette oppression, comment le patriarcat se maintient depuis des siècles et lutter contre les violences et le patriarcat.

**Durant le débat**, est ressorti le besoin de faire un portrait global de toutes les formes de violences envers les femmes : sexuelle, conjugale, viols, incestes, prostitution, harcèlement, publicités sexistes, dictats de la mode, mariages arrangés... Aborder la question sous l'angle du contrôle du corps des femmes fait consensus.

Les échanges ont montré une condamnation générale de la traite des femmes. La majorité des participantes ont également condamné l'institution de la prostitution et des déléguées de coordinations nationales où il existe des divergences d'opinion ont manifesté leur malaise. Nous avons convenu qu'il faut poursuivre les débats et la proposition d'actions internationales sur ce sujet.

Les violences exercées envers les femmes sont systémiques, elles le sont en tant que groupe social. Il faut resituer le contexte mondialisé actuel où l'industrie du sexe est de plus en plus lucrative, est violente et contribue à la marchandisation du corps des femmes. La pauvreté, le néo-libéralisme économiques causent et aggravent les situations de violence et renforcent le patriarcat. Il faut donc maintenir la lutte contre la pauvreté des femmes et faire le lien avec le contexte

politique, la militarisation. Il faut aussi inclure la lutte pour le respect des droits sexuels et reproductifs des femmes, pour le droit à l'avortement.

Plusieurs femmes ont évoqué les luttes menées sur le terrain contre les violences envers les femmes, contre les féminicides et le recours possible aux conventions et protocoles internationaux existants. Les tribunaux doivent condamner les violences sous toutes leurs formes. Il faut nouer et consolider des alliances pour mener cette lutte. Par exemple avec les femmes « de confort » japonaises. Des journées internationales existent déjà contre les violences (25 novembre). Il faut lier les violences au manque ou aux pertes de droits que vivent les femmes, notamment de droits sexuels et reproductifs.

### **Objectifs politiques et actions à mener concernant ce thème :**

**Objectif 1.** Approfondir notre réflexion et organiser des actions pour dénoncer la violence envers les femmes comme outil de contrôle du corps, de la vie, de la sexualité des femmes et mettre à jour nos revendications.

Actions :

- Développer une analyse plus politique de la violence envers les femmes comme outil de contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes et identifier des stratégies mondiales adéquates pour l'éradiquer.
- Que le groupe de travail sur la violence envers les femmes et le CI proposent une réflexion et des actions.
- Organiser une campagne de sensibilisation médiatique, dans les écoles et institutions et auprès d'autres mouvements sociaux.
- Développer la réflexion et les actions avec les femmes de la base.
- Constituer une base de données des bonnes pratiques de prévention et de dénonciation de la violence envers les femmes, les faire circuler au sein du mouvement et s'en servir dans nos actions.
- Documenter les féminicides et les crimes d'honneur au niveau international et les dénoncer.
- Discuter du Manifeste du Pérou sur l'insurrection sexuelle.

**Objectif 2.** Approfondir notre réflexion et proposer des actions pour contrer la marchandisation du corps des femmes

Actions :

- Poursuivre dans les CN et au niveau mondial notre réflexion sur la prostitution et le trafic sexuel et l'impact de la légalisation de l'industrie du sexe. Le groupe de travail et le CI ont le mandat de s'assurer que ces discussions aient lieu, de colliger les résultats de ces discussions et voir à la faisabilité d'une prise de position de la MMF et d'une action en 2010.
- Faire les liens entre la violence envers les femmes, la militarisation, la mondialisation et la marchandisation du corps des femmes

**Objectif 3.** Développer un agenda permanent d'actions et de débats sur la violence envers les femmes pour la MMF.

Actions :

- Inviter les groupes participants de la MMF à participer aux journées existantes traitant des questions de la violence envers les femmes et du contrôle de nos corps : 28 septembre, journée mondiale pour le droit à l'avortement et les droits reproductifs et 25 novembre, journée mondiale d'actions et de lutte contre la violence envers les femmes.
- Identifier des actions mondiales spécifiques à la Marche autour de la violence envers les femmes (contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes).

## 2. CHAMP D'ACTION : FEMMES ET TRAVAIL

**Le thème a été introduit** par Wilhelmina Trout, de la Marche en Afrique du sud et par Nalu Faria, représentante du réseau latino-américain REMTE (Réseau des femmes transformant l'économie). Wilhelmina Trout a rappelé à quel point le système économique néolibéral a changé la notion de travail. L'économie est devenue néo-libérale, les privatisations et dérégulations ont créé des emplois atypiques, des emplois précaires, à contrat. Ce système malmène les personnes les plus marginalisées, particulièrement les femmes (travailleuses domestiques, agricoles, etc.). Il est patriarcal. Il divise la classe ouvrière entre celles et ceux qui ont un emploi et s'y accrochent, aussi pénible et précaire soit-il et celles et ceux qui n'en ont pas.



*Nalu Faria, REMTE*



*Wilhelmina Trout, Afrique du Sud*

Dans la revendication de mettre sur pied des alternatives économiques féministes, il faut, a-t-elle dit, donner une voix aux sans voix, aux personnes qui ne sont pas organisées au sein de syndicats, comme le sont les travailleuses domestiques par exemple. C'est pour cela qu'il faut nouer des alliances avec tous les mouvements sociaux qui défendent les droits de ces travailleuses. Dans nos sessions d'éducation populaire, il faut donner à ces femmes des outils pour se défendre.

Pour sa part, Nalu Faria, dans sa critique de ce même système capitaliste et patriarcal, met en évidence qu'il est basé sur la division sexuelle du travail entre les hommes et les femmes, où les femmes occupent trop souvent des postes subalternes, mal rémunérés, dans le cadre de contrats précaires, à temps partiel. Outre ce travail de production, les femmes assurent aussi le travail de reproduction. Ce sont elles qui, dans l'ensemble du monde, font le gros du travail

ménager, élèvent les enfants, prennent soin des proches, le tout sans rémunération. Le travail ménager n'est jamais comptabilisé dans la richesse d'un pays.

Le système capitaliste se base sur une concentration des richesses entre quelques mains, sur une surexploitation des ressources naturelles et de la main d'œuvre. Les femmes sont sur-exploitées. En Amérique latine, par exemple, on les trouve surtout dans les maquilas, ces entreprises implantées dans les zones franches, où les conditions de travail sont épouvantables et où la violence est omniprésente et dans l'agriculture d'exportation (fleurs au Chili et en Colombie, asperges au Pérou). Ce secteur est dominé par quelques grands propriétaires; les salaires sont bas et les conditions de travail difficiles.

Ce système est soutenu par les organisations financières internationales, particulièrement par l'Organisation mondiale du commerce, dont la Marche mondiale dénonce les pratiques. Nalu a aussi présenté des alternatives économiques féministes : entreprises entre les mains des femmes, coopératives, auto-gestion, etc. Enfin, elle a insisté sur le fait que les hommes doivent partager le travail ménager avec les femmes.

*Écouter ces interventions en format MP3 sur notre site Web (section Multimédia).*

**Le débat** a surtout porté sur la revendication d'un salaire minimum. Que signifie cette notion ? De quel montant devrait être un tel salaire ? Comment le calculer ? Certaines ont réclamé qu'il soit lié au profit des entreprises. Ainsi, dans les entreprises d'agro-exportation, les femmes travaillent de longues heures, ont une bonne productivité mais sont moins payées que les hommes. Ces travaux sont saisonniers mais le salaire, lui, est réparti sur toute l'année. Un salaire trop bas est insuffisant pour survivre. L'idée est donc de parler plutôt d'un salaire minimum qui garantisse des conditions de vie digne. Mais il faut aussi, avant cela, faire valoir le droit des femmes à accéder à un travail et l'apport économique des femmes à la richesse d'un pays, quel que soit le travail effectué. Il faut mener des campagnes pour que les femmes connaissent leurs droits; lutter pour l'égalité de traitement entre femmes et hommes sur tous les plans (salaire, impôt, droits sociaux telle la retraite; lutter contre le travail précaire qui touche surtout les femmes et pour que les femmes aient le droit d'hériter de la terre et d'en être propriétaires; d'avoir accès au crédit. Il faut reconnaître le travail des femmes migrantes, rendre visible le travail domestique. Les syndicats, les pouvoirs publics doivent être saisis de cette lutte.



### **Objectifs politiques et actions à mener concernant ce thème :**

**Objectif 1.** Poursuivre notre travail sur les alternatives économiques féministes et mettre à jour nos revendications en ce sens.

#### Actions

- Mettre à jour nos revendications sur le travail des femmes et les alternatives économiques.
- Débattre d'alternatives telles que l'économie solidaire et l'agroécologie d'un point de vue féministe. Analyser l'impact et la signification de la féminisation de la migration.

**Objectifs 2.** Dénoncer l'impact de la mondialisation néolibérale et patriarcale sur la vie des femmes, sur les conditions de travail de toutes les femmes et leur autonomie économique.

Consolider la solidarité entre les femmes et les luttes du sud et du nord ainsi que sud et sud.

#### Actions :

- Documenter et diffuser nos expériences de résistance concernant les droits du travail.
- Diffuser notre analyse sur le travail et femmes, l'importance de l'autonomie économique, les accords de libre commerce et les institutions internationales moyennant les médias de masse et alternatifs, et des outils d'éducation populaire.

- Réaliser une campagne pour faire connaître les pratiques d'exploitation du travail des femmes rurales, urbaines, autochtones et migrantes par les transnationales.
- Réaliser une campagne de dénonciation de toutes les formes et manifestations de la précarisation du travail des femmes tels que la sous-traitance, l'emploi domestique, le travail des immigrantes, les changements des lois, l'interdiction de syndicalisation, etc.

**Objectif 3.** Revendiquer l'existence d'un système de sécurité sociale universelle, la consolidation d'emplois avec droits sociaux liés à l'emploi, l'égalité et l'équité salariale entre les femmes et les hommes, des conditions de production et de commercialisation pour les femmes paysannes, artisanes, petites commerçantes, l'accès à l'emploi pour les femmes, particulièrement les femmes handicapées, l'accès à la terre et aux ressources, etc.

Actions :

- Mener une campagne mondiale pour l'instauration ou l'augmentation d'un salaire minimum (reconnaissant l'accès à une rémunération permettant de vivre décemment et dignement) comme vecteur d'égalité.
- Identifier les luttes menées par les CN sur cet objectif et élaborer à partir des luttes communes, des propositions d'actions mondiales.

**Objectif 4.** Revendiquer la valorisation du travail reproductif, le partage équitable de ce travail entre les femmes et les hommes et sa prise en charge collective.

Actions :

- Réaliser des campagnes pour rendre visible le travail reproductif réalisé par les femmes et leur surcharge de travail.
- Sensibiliser la société sur la responsabilité de l'État pour assurer des garderies, programmes de soins des personnes malades ou âgées et d'autres services d'appui à la reproduction sociale.
- Sensibiliser la société sur la responsabilité des hommes par rapport au travail reproductif.

### **3. CHAMP D'ACTION : PAIX ET DÉMILITARISATION**

**Le thème a été introduit** par Emily Naffa, de la Marche en Jordanie et par Josée Kusunza, Secrétaire exécutive de la Concertation des collectifs des associations oeuvrant pour la promotion de la femme dans la région des Grands lacs africains (COCAFEM\_GL).

Emily a dénoncé la mondialisation de la militarisation et les visées impérialistes des États-Unis qui « tentent de construire un empire partout dans le monde en lançant des guerres d'agression et en occupant des pays riches en pétrole, comme l'Afghanistan et l'Irak. » Pour mener à bien ses projets, ce pays utilise sa puissance militaire, financière et peut compter sur les appuis d'institutions telles le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OTAN.

« Des centaines de milliers de personnes innocentes sont tuées. Les femmes qui vivent sous occupation israélienne (soutenue par les États-Unis) souffrent d'une punition collective, d'assassinats, de la destruction des maisons, de l'emprisonnement et des déplacements. Un mur sépare les membres d'une même famille », a-t-elle précisé. C'est pourquoi il faut lutter pour le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens et des troupes américaines d'Iraq pour que le peuple iraquien puisse restaurer sa liberté et un système démocratique et puisse utiliser sa richesse pour lui-même. » Elle a rappelé qu'une manifestation avait eu lieu à Ramallah lors du relais de la Charte mondiale des femmes en 2005.



*En appui à la thématique, une pièce de théâtre a été présentée sur la paix et le processus de réconciliation au Pérou. Les Péruviennes ont en effet vécu un état de guerre civile entre les forces gouvernementales et les forces rebelles maoïstes emmenées par le Sentier lumineux de 1980 à 2000. Elles attendent encore que justice soit rendue aux nombreuses femmes qui ont été victimes de violence, particulièrement les femmes autochtones. Elles réclament les applications des décisions prises par la Commission de la vérité et de la réconciliation, qui dénonce notamment les stérilisations forcées de milliers de femmes autochtones par le régime Fujimori.*

Dans son intervention, Josée a insisté sur la nécessité d'approfondir la réflexion sur les causes de la guerre, de lier le thème de la paix à la démilitarisation et d'agir de manière active contre l'impunité. « Tout ce qui arrive en Afrique centrale, en Côte d'Ivoire, au Moyen-Orient, arrive ailleurs.



À chaque fois, les violences envers les femmes, les viols sont utilisés comme arme de guerre.

Beaucoup de questions se posent et nous avons besoin d'une analyse féministe pour définir des stratégies », a-t-elle affirmé. Elle a rappelé l'implication des firmes transnationales qui facilitent la circulation d'armes afin de s'approprier des ressources naturelles. Les femmes doivent être plus présentes sur le plan politique, elles devraient pouvoir influencer la hiérarchie militaire si on souhaite faire changer les choses. Les femmes payent un lourd tribut à la guerre.

**Durant le débat**, les femmes ont exprimé la nécessité de documenter mieux la situation de militarisation afin de dégager une analyse féministe autour de la paix comme valeur centrale. Il faut expliquer les causes et les conséquences des guerres et de la militarisation. Obtenir justice, lutter contre l'impunité, que ce soit dans chaque pays ou au niveau international, auprès de la Cour pénale internationale sont de grands défis. Cela pourrait prendre la forme de tribunaux moraux dans tous les pays où les Etats-Unis ont mené des agressions. Il faut démontrer que les guerres et la militarisation ont des buts économiques et à quel point elles détruisent les sociétés, les occupations aussi sont destructrices, elles entraînent des déplacements de population. Les viols sont des armes de guerre, le corps des femmes est un butin de guerre. L'ONU, les pays doivent affecter les dépenses de guerres à des projets sociaux ou environnementaux. Il faut éduquer à la paix et mener des campagnes où la paix existe pour la préserver et agir vigoureusement contre les agressions, contre les bases militaires et pour la démilitarisation. Il faut s'unir à toutes celles et ceux qui s'opposent à la guerre, agir en lien avec les mouvements sociaux et nous adresser à nos gouvernements aussi. Il faut montrer sa solidarité avec toutes les femmes victimes de violence et de la militarisation.

#### **Objectifs politiques et actions à mener concernant ce thème :**

**Objectif 1.** Poursuivre une réflexion et faire des actions sur la démilitarisation de la planète et les revendications qu'elle sous-entend (fin de la course aux armements, aux armes nucléaires, à la militarisation de l'espace, fermeture des bases ou ententes militaires, démilitarisation des budgets des états, réparation, fin du terrorisme comme forme de guerre, etc.)

Actions :

Élaborer un argumentaire féministe sur la paix et la démilitarisation et faire des choix stratégiques de revendications précises. Cet argumentaire devrait contenir les positions de la MMF sur les causes de la guerre, une analyse de la militarisation du capitalisme mais surtout une analyse féministe de la guerre et de la militarisation.

**Objectif 2.** Agir pour dénoncer l'impunité sous toutes ses formes le viol comme arme de guerre, l'utilisation du corps des femmes comme butin de guerre et, de façon plus générale, les liens entre la militarisation et la violence envers les femmes.

Actions :

- Organiser une journée annuelle de réflexion et d'actions, le 24 mai, sur la paix, la démilitarisation et contre l'impunité et l'utilisation du corps des femmes

comme butin de guerre et du viol comme arme de guerre avec des campagnes d'éducation populaire auprès des femmes de la base et des outils de sensibilisation créatifs.

- Faire une même action au niveau régional en 2009.
- Cumuler les réflexions portées par les groupes et CN et en diffuser les résultats au niveau mondial.
- Rédiger et diffuser une déclaration de la MMF pour dénoncer l'impunité des crimes contre les femmes.
- Reprendre notre campagne mondiale contre l'utilisation du viol comme arme de guerre.

**Objectif 3.** Faire connaître l'analyse féministe des causes de la guerre et notre définition de la paix et nos revendications.

Action :

Présenter une analyse féministe des causes et des conséquences de la guerre ainsi que ses effets sur les femmes à nos alliés.

#### **4. CHAMP D'ACTION : ACCÈS AUX RESSOURCES, À LA BIODIVERSITÉ ET À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

**Le thème a été introduit** par Miriam Nobre de la Marche au Brésil, Mafalda Galdames Castro de l'Association nationale des femmes rurales et autochtones (ANAMURI) du Chili, représentante de Via Campesina et par Caridad Ynares (Jing) de la Marche aux Philippines.

Miriam Nobre a rappelé l'évolution qui s'est faite sur cette question au sein de la Marche. En 1998, dans la plate-forme de revendications, l'on réclamait des moyens pour « assurer une sécurité alimentaire à la population ». En revanche, dans la Charte mondiale des femmes pour l'humanité (2004), l'on parle « souveraineté alimentaire ». A l'instar de Via Campesina, mouvement allié, la Marche défend l'idée que chaque peuple doit pouvoir produire la nourriture dont il a besoin pour se nourrir, en quantité suffisante et que cette nourriture soit de qualité. Chaque peuple doit pouvoir contrôler les processus de transformation, la mise en marché. Le contrôle des richesses naturelles doit appartenir à celles et à ceux qui les exploitent (terres, eau, semences). Car, a souligné Miriam Nobre, « les aliments ne sont pas seulement des marchandises, ils sont reliés à notre culture, à notre façon de voir le monde. »



*Mafalda, ANAMURI' Chili*



*Jing, des Philippines*

Le modèle de production agricole capitaliste va à l'encontre de cette philosophie. Il est basé sur l'exploitation outrancière des sols, de l'eau et développe des cultures d'exportation au détriment de la satisfaction des besoins nationaux. « Les atteintes à la biodiversité n'ont jamais été aussi fortes, a précisé Jing. Or de celle-ci dépendent l'alimentation, la médecine, l'habillement, l'approvisionnement en bois. Pour les populations pauvres des régions rurales, c'est vital. » La perte de biodiversité affecte la souveraineté alimentaire, l'intégrité de l'environnement et de la génétique. Elle a des effets à long terme sur la reproduction des espèces, sur la régénération des sols, sur la transmission des connaissances, de la culture.

Le rôle des femmes est essentiel dans la souveraineté alimentaire, ont dit les trois intervenantes. Ce sont elles qui font la sélection des semences et en assurent la préservation; elles qui s'occupent du petit élevage, du potager, elles qui assurent la survie de leurs communautés en les nourrissant et en les soignant. Il faut leur donner les formations et moyens de maintenir ce rôle, de le renforcer, d'intervenir dans les discussions sur les traités internationaux et leur traduction dans les législations nationales et de jouer un rôle économique dans leurs communautés. Enfin, il faut réconcilier villes et campagnes.

Ce thème a notamment été repris par Mafalda qui a insisté sur la nécessité de former les femmes rurales mais aussi de « conscientiser le monde urbain ». Elle a décrit les campagnes que Via Campesina mène depuis six ans afin de défendre le modèle d'agriculture familiale et pour maintenir la production de cultures qui ont disparu des circuits commerciaux. L'exemple de la pomme de terre dans la région andine est exemplaire : sur les quelque 2000 variétés existantes, seule une poignée sont commercialisées !

Tous ces thèmes seront évoqués lors Forum Nyéléni sur la souveraineté alimentaire, qui aura lieu qu'en février 2007 à Bamako, au Mali et dont la Marche mondiale des femmes est partenaire, avec notamment la Via Campesina.



**Le débat** a montré le besoin de mener une réflexion féministe sur l'environnement, les ressources naturelles et sur le type de développement que nous souhaitons. Que veut dire développement durable ? Comment consommer ? La surconsommation des pays dits développés génère gaspillage, déprédation et mène aux comportements prédateurs des compagnies transnationales qui font de l'extraction minière et s'approprient la biodiversité. Il faut clairement dénoncer le rôle de la mondialisation néo-libérale et faire le lien avec la pauvreté qui en découle (ainsi, parmi les cibles, il faut inclure l'OMC et le G8). Les personnes pauvres, majoritairement des femmes, vivent plus fortement les effets des changements climatiques qui découlent de cette sur-exploitation (tremblements de terre, cyclones). Il faut travailler avec les populations autochtones et paysannes, protéger les connaissances transmises de génération en génération, sur les semences. Il faut lutter contre la privatisation des ressources naturelles, comme l'eau, car ce sont des biens communs à l'humanité et elles ne doivent pas être des marchandises. Il faut soutenir les réformes agraires qui donnent des droits aux petits paysans et les aident à lutter contre les produits subventionnés provenant de l'étranger. Il faut approfondir la réflexion et les connaissances sur le commerce équitable.

Il faut faire des formations, développer des outils d'éducation populaire écologistes et féministes. Nous devons profiter de Nyéléni pour apprendre, nous former (voir plus loin).

### **Objectifs politiques et actions à mener concernant ce thème :**

**Objectif 1.** Approfondir notre analyse sur les liens entre la pauvreté, la violence envers les femmes, la destruction de l'environnement, la militarisation, le système néolibéral et ses impacts sur la vie des femmes, et la mondialisation d'un point de vue féministe. Mettre à jour nos revendications et faire des actions.

#### **Actions**

- Créer un nouveau groupe de travail à la MMF.
- Demander aux CN de décrire leur réflexion et actions sur le thème et faire circuler ces textes à l'intérieur de la MMF.
- Accroître les échanges sur ce thème entre les femmes rurales et urbaines et entre les femmes du nord et du sud et sud-sud.

- Élaborer des contre-arguments au discours hégémonique sur la croissance, le développement et le progrès.
- Développer des outils d'éducation populaire avec les femmes à la base.
- Faire des actions pour la protection des ressources, des connaissances et le respect de la souveraineté des peuples.
- Diffuser et utiliser la Charte mondiale des femmes pour l'humanité pour faire les débats.

**Objectif 2.** Agir pour la défense de la souveraineté alimentaire qui considère l'eau, l'air, la terre et les semences comme biens communs des peuples à partir de l'analyse et d'une pratique féministes.

Actions :

- Construire de façon collective le positionnement de la MMF par rapport à la souveraineté alimentaire et diffuser cette position.
- Participer à l'organisation du Forum pour la Souveraineté Alimentaire – Nyleni et son suivi.
- Renforcer nos protestations face aux rencontres de Davos, FMI, BM dans le cadre d'une articulation plus globale des mouvements sociaux pendant les rencontres internationales (ex. FSM) et dans les pays.

**Objectif 3.** Agir contre la privatisation des biens communs, en particulier l'eau, et pour leur utilisation équitable et consciencieuse .

Actions :

- Développer la position de la MMF contre la marchandisation des biens communs à partir de situations concrètes.
- Identifier et dénoncer le rôle des transnationales, des gouvernements et des parlements nationaux ainsi que des institutions comme la Banque Mondiale et le FMI dans la marchandisation et la privatisation des biens communs ce qui renforce leur utilisation inéquitable.
- Construire une proposition d'action commune pour 2009.

**Objectif 4.** Renforcer la lutte et la mobilisation contre l'OMC, le G-8 et les traités de libre commerce.

Actions :

- Mobiliser les CN et les groupes participants lors des rencontres de l'OMC, du G-8 et des négociations des traités de libre commerce. Assurer la présence de la MMF avec une délégation diverse de la MMF qui inclut les paysannes.
- Faire le débat sur les alternatives d'intégration et d'échanges, et clarifier notre position sur l'économie solidaire et le commerce équitable.

#### • **ACTION 2010**

Plusieurs idées ont émergé concernant une ou des actions 2010 : marches nationales ou à relais ; transmission d'un objet symbolique le tout afin de mettre en évidence les luttes des femmes. La Charte mondiale des femmes doit être utilisée de manière concrète. La décision finale d'une action reviendra à la prochaine rencontre du CI en

2008. D'ici là, des discussions permettront de dégager. des actions à mener dans les prochaines années.

- **Groupes de travail et Collectifs**

Afin d'approfondir la réflexion sur les champs d'action, il a été décidé de poursuivre le travail entamé par les Groupes de travail et collectifs. Un nouveau Groupe de travail est créé autour de la question du Bien commun et accès aux ressources. La composition de chacun de ces groupes sera confirmée dans le futur, mais les membres devraient être représentatives des régions du monde. Rappelons que les collectifs ont davantage un mandat à l'externe alors que les groupes de travail devraient réaliser plus un travail de réflexion et de rédaction de documents et de prises de position.

- **FORUM PUBLIC**

La plupart de ces thèmes ont aussi été traités lors du forum public qui a eu lieu le 6 juillet en soirée. Sous le thème de *Les femmes et la mondialisation néolibérale et sexiste*, le forum a attiré de très nombreuses Péruviennes. Elles ont manifesté leur rejet du Traité de libre commerce entre le Pérou et les Etats-Unis et leur solidarité avec les femmes du monde.

- **L'INCOMPARABLE APPORT DE LA MARCHÉ AUX FEMMES DU QUÉBEC**

Michèle Asselin, présidente de la Fédération des femmes du Québec, a expliqué comment les thèmes développés au niveau international sont devenus des préoccupations quotidiennes des femmes du Québec.

Concernant les conditions de vie et de travail des femmes, il est clair que la Marche a permis de faire des gains, sur les lois, des programmes et des politiques (ex : hausse du salaire minimum en 2000). Parfois il s'est agi d'empêcher les reculs. Toutefois l'impact le plus marquant est « d'avoir marché ensemble comme mouvement féministe. Des luttes ont eu de la visibilité parce qu'elles n'étaient plus portées par un seul groupe mais par l'ensemble du mouvement des femmes du Québec en 2000 et en 2005. »

De nouvelles alliances se sont créées. « Nous en sommes sorties avec une image plus forte de solidarité et une plus grande facilité à mobiliser les femmes. Nous sommes devenues un mouvement irréversible. Cette force nous aide à faire avancer les droits des femmes malgré la conjoncture difficile. Nous avons pu travailler sur les préjugés face aux femmes mais aussi les préjugés que nous avons entre nous, notamment sur les problèmes des femmes vivant plusieurs discriminations. Par exemple, les droits des travailleuses migrantes, des lesbiennes, des travailleuses domestiques, etc.

Les femmes du Québec ont donc appris à la fois sur des situations internes et sur la situation des femmes à l'international. « Ce qui arrive aux femmes du monde entier fait partie de notre action quotidienne car nous comprenons que cela a un impact sur les conditions de vie des femmes chez nous. En Gaspésie, région éloignée du centre du Québec, il y a eu beaucoup de pertes d'emploi récemment et les femmes de

Gaspésie, grâce aux outils que nous avons développés, en comprennent mieux la raison. »

*Écouter le texte complet audio de cette intervention sur notre site Web (section Multimédia).*

#### 4. RENOUEAU AU COMITÉ INTERNATIONAL

Durant la rencontre du Pérou, il a été procédé au remplacement de quelques membres du Comité international qui arrivaient au terme de leurs mandats.

Sont sorties :

<p>Diane Matte (<i>coordinatrice de la MMF</i>)</p> 	<p>Emily Naffa (Moyen-Orient et monde arabe) <i>MMF Jordanie</i></p> 	<p>Awa Ouedraogo (Afrique francophone) <i>MMF Burkina Faso</i></p> 
<p>Charlot Pierik (Europe) <i>MMF Pays-Bas</i></p> 	<p>Shashi Sail (Asie du sud) <i>MMF Inde</i></p> 	

Sont restées :

<p>Nadia De Mond (Europe) <i>MMF Italie</i></p> 	<p>Rosa Guillén (Amériques) <i>MMF Pérou</i></p> 	<p>Miriam Nobre (siège comme <i>coordinatrice de la MMF</i>)</p> 
---	--	--

<p>Wilhelmina Trout (Afrique anglophone) <i>MMF Afrique du Sud</i></p> 	<p>Caridad Ynarès (Asie du sud-est, Océanie) <i>MMF Philippines</i></p> 	
--	---	--

Sont entrées :

<p>Saleha Athar (Asie du sud) <i>MMF Pakistan</i></p> 	<p>Farida El Nakash (Moyen-Orient et monde arabe) <i>MMF Egypte</i></p> 	<p>Maria Quispe Nepo (Amériques) <i>MMF Mexique</i></p> 
<p>Teresa Cunha (Europe, temporaire) <i>MMF Portugal</i></p> 	<p>Nana Aicha Cissé (Afrique francophone) <i>MMF Mali</i></p> 	

## Le Secrétariat international en transition

L'équipe actuelle du Secrétariat international, composée de Nancy Burrows, agente de liaison, de Diane Matte (coordonnatrice de la MMF de 1997 à 2006) et de Brigitte Verdère, chargée des communications passera la main à une nouvelle équipe en novembre 2006.

Elle tient à remercier toutes les femmes qui ont participé à la vie de la Marche durant toutes ces années : « Nous avons été toutes les trois ravies de travailler pour ce merveilleux mouvement qu'est la Marche mondiale des femmes, merveilleux parce

que ses objectifs sont nobles et généreux et parce qu'aussi, il nous a permis de consolider les solidarités internationales entre les femmes, entre les féministes. Il s'agit d'un pas irréversible et maintenant...d'un mouvement incontournable. Nous avons énormément appris de vous et nous poursuivrons nos efforts pour que toutes les femmes du monde vivent libres de pauvreté et de violences. Merci pour tout l'appui que vous nous avez apporté au cours de ces années et d'avoir rendu notre mouvement fort et vivant. »



*De gauche à droite: Diane Matte, Brigitte Verdière, Nancy Burrows.*

Par ailleurs, nous vous rappelons que le soutien au travail du Secrétariat est aussi financier. La cotisation des coordinations nationale est de 100 \$US à 200 \$US selon les capacités financières de chacune. Vous pouvez aussi faire des dons.

D'ici la mise en place de la nouvelle équipe de travail, pour tout contact avec la MMF, veuillez envoyer vos courriels à [info@marchemondiale.org](mailto:info@marchemondiale.org)  
Les coordonnées complètes sont à la fin de ce bulletin.

### **Prochains rendez-vous : Bruxelles, FSM, Nyeleni**

**Du 30 septembre au 1er octobre 2006**, aura lieu à Bruxelles le Séminaire international de stratégies des mouvements sociaux pour affronter l'impérialisme, la guerre, le néolibéralisme et le patriarcat. Le séminaire permettra la mise en commun de l'information sur les processus politiques et les mobilisations en cours dans les pays. Les membres échangeront sur la conjoncture mondiale et ses liens avec les réalités régionales et nationales et sur le processus mondial que nous construisons ensemble.

Nous définirons de nouvelles modalités d'action articulée pour 2007. La Marche Mondiale des Femmes est partenaire de l'organisation du Séminaire. Nous y serons représentées par Diane Matte, Miriam Nobre, Saleha Athar et Wilhelmina Trout.

Après cela Diane Matte et Nadia de Mond représenteront la MMF à la réunion du Conseil international du Forum social mondial (FSM) **du 9 au 12 octobre** à Parme, en

Italie. Cette réunion prépare la septième édition du FSM qui se tiendra du 20 au 25 janvier 2007 à Nairobi, au Kenya. Nous serons présentes à ce forum afin de participer aux débats concernant les quatre champs d'action déterminés par la Marche comme axes de son action. Nous relèverons plus particulièrement les questions qui mobilisent l'intérêt des femmes en Afrique. Enfin, nous renforcerons nos alliances.

**Du 11 au 17 novembre 2006**, la Marche devrait organiser des séminaires sur les thèmes de femmes – paix - violences et communications durant la 9<sup>e</sup> Conférence mondiale et Assemblée générale de l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC) qui aura lieu à Aman en Jordanie.

Les membres de la Marche qui compte se rendre à cette Conférence peuvent contacter Brigitte Verdière à [bverdiere@marchemondiale.org](mailto:bverdiere@marchemondiale.org)  
Plus de renseignements sur le site de l'AMARC : <http://amarc9.amarc.org/>

**Du 23 au 27 février 2007**, la MMF co-organise le Forum sur la Souveraineté Alimentaire – Nyeleni, à Bamako au Mali. Via Campesina, le Forum Mondial des Pêcheurs et des Travailleurs de la Mer (WFF), le Forum Mondial des Peuples de Pêcheurs (WFFP), les Amis de la Terre International, Les Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), la Coordination Nationale des Organisations paysannes (CNOP) du Mali L'IPC-Rome sont partenaires de ce Forum.

Lieu de dialogue et de collaboration entre les organisations du mouvement social luttant pour la souveraineté alimentaire, Nyéléni vise la réappropriation collective de la souveraineté alimentaire afin d'éviter qu'elle ne soit récupérée et détournée de son contenu au profit de politiques libérales. Nous réfléchissons sur des alternatives concrètes et sur la façon de rendre ce concept plus abordable pour les paysans et les pêcheurs mais aussi pour les citoyens. Enfin le Forum développera des stratégies et un plan d'actions concrètes pour renverser les rapport de forces et mettre en place des politiques basées sur la souveraineté alimentaire ; pour limiter le pouvoir des multinationales, des élites et pour augmenter la pression sur les gouvernements et les institutions internationales.

Un groupe composé de femmes du Brésil, Chili, Pérou, Mali, Cameroun, Sénégal, Inde et Philippines travaille au sein de la MMF à la préparation de ce forum. Les femmes de ces Coordinations Nationales proposent des ateliers et des informations sur la contribution des femmes pour la construction de la souveraineté alimentaire (travail, rémunéré et non rémunéré ; connaissances, vision, attitudes et prise de décisions dans les familles et dans les communautés ; luttes politiques et de construction de mouvements sociaux). Quelles sont les solutions proposées par les femmes pour faire face à ces obstacles et problèmes? Quels sont les gains, les victoires des femmes dans la construction de la souveraineté alimentaire?

## **Vie de la Marche**

- **Europe.** La Coordination européenne se rencontrera les 21, 22 et 23 octobre 2006 à Irun-Hondarribia, dans la province de Gipuzkoa, au Pays basque Euskal Herria. Il y sera question de la mise en œuvre des décisions prises à Lima autour des

thèmes prioritaires de la violence envers les femmes, la pauvreté et la précarité. Les participantes débattront également de l'organisation et du fonctionnement de la Coordination, notamment des représentantes à élire au sein du Comité international et de la possibilité de tenir la prochaine rencontre internationale au Portugal ou dans un autre pays d'Europe en 2008.

Renseignements: Coordinación nacional del País vasco- Euskal Herria.  
Izaskun Guarrotxena et Itziar Gabikagogeaskoa  
emakumemartxa2006@hotmail.com

- **Place des jeunes.** Les jeunes présentes à la 6e Rencontre internationale ont convenu d'un processus informel afin de discuter de la planification stratégique et de rester en contact tout au long de l'année. Elles invitent celles qui souhaitent les rejoindre à contacter Manuela Nicodemos Bailosa, déléguée du Brésil à la rencontre (manumulher\_me@yahoo.com.br).

### **Mettez en ligne les nouvelles sur votre pays**

Une nouvelle section est disponible sur notre site Web. Dans Nouvelles des pays, vous pouvez publier des informations sur ce que vous réalisez au nom de la Marche dans votre pays. Appels à l'action, rendez-vous, rencontres, réflexions, gains, difficultés... Cette page est à vous. Toutes les formes de documents sont possibles : textes, documents Pdf, photos, audios, vidéos.

Pour publier, vous devez posséder un accès à notre site. Pour obtenir un tel accès, veuillez écrire à [info@marchemondiale.org](mailto:info@marchemondiale.org), en précisant « demande d'accès Web » dans le champ Objet. Nous vous enverrons un nom d'utilisateur et un mot de passe ainsi que quelques conseils sur la façon de mettre à jour votre section.

### **Merci !**

Un merci particulier aux travailleuses du Grupo Género y Economía à Lima, à toutes les femmes de la MMF au Pérou et aux nombreuses bénévoles qui ont donné un coup de main durant la rencontre.

Merci également aux rédactrices de ce Bulletin de liaison, à la photographe et aux traductrices.

### **Coordonnées**

Marcha Mundial das Mulheres no Brasil  
Rua Ministro Costa e Silva, 36, Pinheiros  
São Paulo - CEP 05417-080, Brésil  
Tel : 55-11-3819-3876 - Télécopieur : 55-11-3819-3876  
Site web: [www.marchemondialedesfemmes.org](http://www.marchemondialedesfemmes.org)

*This Newsletter is also available in English; Este boletín está disponible en español.*